

CROIRE AUJOURD'HUI EN AMÉRIQUE LATINE

108

2017

CARAVELLE

PRESSES UNIVERSITAIRES DU MIDI

Le sort des « lumumbistes » chiliens face aux enjeux de la guerre froide (1964-1973)

Rafael PEDEMONTE
Université de Gand, Belgique

Dans un ouvrage récent, l'historien Tobias Rupprecht démontre que, du temps de « l'internationalisme poststaliniens »¹, l'Amérique latine acquiert graduellement un nouveau statut aux yeux des autorités soviétiques. À la suite du 20^e Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique (PCUS), les dirigeants qui dénoncent les crimes de Staline et le culte de sa personnalité officialisent la doctrine de la « coexistence pacifique »². Désormais, Moscou étend ses ambitions sur des aires géographiques traditionnellement négligées, dans le but d'affaiblir l'influence de la puissance états-unienne. C'est aussi à cette occasion que Nikita Khrouchtchev inclut l'Amérique latine dans ce qu'il appelle les « zones critiques » où se livre la bataille décisive contre l'impérialisme³. Le continent d'outre-mer devient ainsi une zone d'intérêt⁴ sans toutefois constituer une priorité de la politique extérieure. Au-delà des interactions interétatiques, le PCUS fait transmettre secrètement aux « partis frères » – à travers un fonds pour l'appui des organisations communistes des « pays capitalistes » créé en 1948 à Budapest – des subsides qui tendent à augmenter vers la fin des années 50⁵. C'est dans ce cadre d'intensification progressive des liens avec l'Amérique latine, indissociable du

¹ Rupprecht, T., *Soviet Internationalism after Stalin: Interaction and Exchange between the USSR and Latin America during the Cold War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015.

² Lévesque, J., *L'URSS et sa politique internationale de Lénine à Gorbatchev*, Paris, Armand Colin, 1988, p. 170-171.

³ Faleroni, A., « Estrategia soviética en América Latina », in Oswald, G., Strover, A. (dir.), *La Unión Soviética y la América Latina*, Mexico, Letras, 1972, p. 53-54.

⁴ Nikolai Boulganine, par exemple, prononce un plaidoyer pour soutenir « le développement des liens internationaux et de la coopération avec tous les États, y compris ceux d'Amérique latine ». Cité in Clissold, S. (dir.), *Soviet Relations with Latin America, 1918-68: a Documentary Survey*, Londres, Oxford University Press, 1970, p. 158-159.

⁵ En 1958, le PC du Venezuela occupe la sixième place dans la liste des bénéficiaires mondiaux. Parmi les receveurs, on trouve aussi les PC de l'Uruguay, du Chili, de la Colombie, du Guatemala, du Mexique et de la Bolivie. Ulianova, O., Fediakova, E., « Algunos aspectos de la ayuda financiera del Partido Comunista de la URSS al comunismo chileno durante la Guerra Fría », *Estudios Públicos*, n° 72, 1998, p. 129-136.

« volontarisme khrouchtchévien », que survient la Révolution cubaine de 1959. Elle instaure dans l'île des Caraïbes un gouvernement qui adopte rapidement une orientation socialiste.

Des organismes destinés à faciliter les interactions surgissent : à l'aube de la décennie 60, le ministère des Affaires étrangères crée un département pour l'Amérique latine, alors même que le sous-continent se détache de la section consacrée aux États-Unis au sein du service de renseignement de l'URSS⁶. Sous l'autorité du compositeur Aram Khatchatourian, une association « d'amitié » URSS-Amérique latine est inaugurée quelques jours après le triomphe des rebelles castristes, dans le but d'intensifier les échanges culturels⁷. En 1961, l'Académie des sciences de Moscou met en place l'Institut latino-américain qui lance la revue *América Latina*. Parmi les nouvelles institutions incarnant cette « diplomatie latino-américaine », le rôle joué par l'Université de l'Amitié des peuples Patrice Lumumba (UPL)⁸ est essentiel. Dès 1960, cet établissement accueille un nombre significatif d'étudiants d'outre-mer parmi lesquels les Latino-américains – signe visible de la nouvelle proximité – s'imposent comme l'ensemble continental le plus important⁹.

Par le biais d'un corpus de sources diversifiées – comprenant des correspondances diplomatiques conservées au ministère des Affaires étrangères du Chili, des documents issus des Archives d'État de la Fédération de Russie, des rapports de l'OTAN ainsi que d'entretiens –, nous tenterons de démontrer que la présence croissante d'universitaires provenant d'Amérique latine à l'UPL constitue un témoignage révélateur des nouvelles dispositions de l'ère Khrouchtchev. Nous verrons que, à la suite de l'accession à la présidence de la République du démocrate-chrétien Eduardo Frei, en 1964, et de l'établissement par celui-ci de relations diplomatiques avec l'URSS, le Chili devient un véritable enjeu de la politique extérieure du Kremlin. Les relations privilégiées entre Moscou et Santiago, avant et après l'arrivée au pouvoir du socialiste Salvador Allende (1970), se reflètent dans le flux de Chiliens traversant le « rideau de fer » pour suivre une formation dans une institution soviétique. Nous remarquerons que pour ces derniers, souvent issus de milieux défavorisés, la vie en URSS constitue une expérience enrichissante ; une excitante découverte culturelle dépassant largement

⁶ Leonov, N., « La Inteligencia soviética en América Latina durante la Guerra Fría », *Estudios Públicos*, n° 73, 1999, p. 50.

⁷ Pour plus de détails, voir : « Entrevista a Aram Jachaturiam: “La amistad es nuestra vocación” », *Enfoque Internacional*, n° 26, février 1969, p. 6-7.

⁸ L'Université de l'Amitié des peuples commence à porter le nom du Congolais Patrice Lumumba à partir de mars 1961, deux mois après son assassinat.

⁹ Archives historiques du ministère des Affaires étrangères du Chili (par la suite, AHMAEC), Dossier *Países – Rusia* 1966, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 9 juillet 1966. En octobre 1960, selon les statistiques de l'ambassadeur chilien à Moscou, Máximo Pacheco, sur un ensemble de 597 étudiants, les Latino-américains représentent 191, suivis des Africains qui sont au nombre de 140.

les objectifs du cursus universitaire. Cependant, du temps de Frei (1964-1970), ce phénomène ne satisfait guère les autorités qui se méfient des visées et de la qualité de l'enseignement de l'UPL. Nous observerons que, bien que ces craintes ne soient pas dépourvues de fondement, les jeunes boursiers réussissent à s'insérer professionnellement dans leur pays, du moins jusqu'en septembre 1973, quand le coup d'État de Pinochet assombrit l'avenir de cette génération prometteuse.

L'Université Patrice Lumumba : baromètre des priorités internationales ?

Quand, en février 1960, N. Khrouchtchev annonce à Jakarta la prochaine ouverture d'une université à Moscou afin de permettre à « de nombreux jeunes talents issus de familles modestes » d'avoir la « possibilité de satisfaire leur désir d'étudier »¹⁰, il est évident que cette décision s'inscrit dans la nouvelle volonté internationale du Kremlin. Maints observateurs croient percevoir des ambitions stratégiques sous-jacentes au discours « solidaire » de Khrouchtchev. Pour le professeur états-unien Frederick Barghoorn, résidant en URSS dans les années 60, à travers ce système de coopération, les autorités cherchent à former des jeunes susceptibles de devenir des figures importantes de leur pays¹¹. Les États d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, territoires caractérisés par leur instabilité institutionnelle, sont perçus comme des berceaux possibles pour l'émergence de mouvements révolutionnaires¹².

Cette initiative suscite rapidement l'intérêt des communautés visées : au cours du premier processus de sélection correspondant à l'année 1960, les responsables soviétiques doivent analyser 28 000 dossiers provenant de plus de 70 pays. Les candidats retenus ne sont que 597, dont 191 ressortissants latino-américains¹³. Quant aux Chiliens, ils ne sont que sept en 1960 mais, au fur et à mesure que les relations s'affermissent, et surtout après l'échange d'ambassadeurs à la mi-1960, leur nombre augmente de façon notoire, dévoilant, d'une part, l'importance particulière accordée au gouvernement réformiste d'Eduardo Frei et, d'autre part, l'engouement croissant au Chili envers la culture et l'excellence scientifique de l'URSS. En effet, loin de limiter leur politique latino-américaine à Cuba, État proclamé « marxiste-léniniste »

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ Ce fut effectivement le cas de certains. « Timochenko », nom de guerre de Rodrigo Londoño, a étudié à l'Université Patrice Lumumba avant d'intégrer les FARC dans les années 80. C'est lui qui dirige aujourd'hui le processus de démobilitation définitive de la guérilla colombienne.

¹² Barghoorn, F., *The Soviet Cultural Offensive: The Role of Cultural Diplomacy in Soviet Foreign Policy*, Connecticut, Greenwood Press, 1976, p. 83.

¹³ AHMAEC, Dossier *Países – Rusia 1966*, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 9 juillet 1966. Ils seront près de 1 000 en 1970 et pas loin de 3 000 vers la fin de la décennie 70. Gouré, L., Rothenberg, M., *Soviet Penetration of Latin America*, Miami, University of Miami, 1975, p. 165.

en 1961, Moscou s'efforce aussi de renforcer la coopération interétatique avec d'autres pays du continent.

Dans la seconde moitié des années 60, le Kremlin ne désire pas nécessairement voir se multiplier des expériences radicales comme celle de Fidel Castro, susceptible d'accroître les tensions avec la puissance américaine. « L'internationalisme poststalinien » conduit également à un rapprochement visible avec des régimes considérés comme « progressistes ». Parmi les nations qui suivent une politique étrangère indépendante susceptibles de miner la suprématie historique de la Maison-Blanche sur le continent, le Chili de Frei constitue sans doute un cas paradigmatique. Le gouvernement démocrate-chrétien, vainqueur à la présidentielle de 1964 sur la base d'un programme illustré par le slogan de campagne « révolution dans la liberté », semble s'ajuster aux intérêts soviétiques en Amérique latine. Dans un territoire lointain et méconnu, dominé par « l'omniprésence » de la puissance du Nord, une expérience comme celle de Frei est à même d'affaiblir l'influence états-unienne tout en permettant aux Soviétiques d'opérer un rapprochement prudent avec le sud du continent¹⁴.

Non seulement le président chilien décide de nouer des relations diplomatiques avec Moscou – puis dans le courant de l'année 1965 avec la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Bulgarie et la Roumanie¹⁵ – mais il entame aussi un programme ambitieux, comprenant toute une série de réformes structurelles, dont la nationalisation partielle du cuivre (*chilenización*), la création d'organisations sociales et la redistribution de la terre¹⁶. Pour témoigner de leur enthousiasme envers la voie indépendante suivie par Frei et son ministre des Affaires étrangères, Gabriel Valdés, les Soviétiques ne se contentent pas de gestes rhétoriques : en 1967, Moscou et Santiago signent trois accords (un protocole commercial, une convention d'assistance pour la construction de centres industriels et un programme de distribution d'équipements¹⁷) et l'administration chilienne se fait octroyer un premier crédit de 40 millions de dollars suivi d'un second de

¹⁴ Sur la volonté de rapprochement interétatique de Moscou avec des gouvernements latino-américains jugés « progressistes » : Blasier, C., *The Giant's Rival. The USSR and Latin America*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1987, p. 16-47.

¹⁵ *Memoria del Ministerio de Relaciones Exteriores correspondiente al año 1965*, Santiago, Editorial Universidad Católica, p. 163.

¹⁶ Corvalán Márquez, L., *Del anticapitalismo al neoliberalismo en Chile. Izquierda, centro y derecha en la lucha entre los proyectos globales. 1950-2000*, Santiago, Editorial Sudamericana, 2001, p. 73-80.

¹⁷ Vera Castillo, J., « Las relaciones bilaterales de Chile con los países socialistas durante el Gobierno del Presidente Salvador Allende », in Vera Castillo, J. (dir.), *La política exterior chilena durante el Gobierno de Salvador Allende: 1970-1973*, Santiago, Instituto de Estudios de las Relaciones Internacionales Contemporáneas, 1987, p. 242.

15 millions pour l'achat de produits soviétiques¹⁸. Tout cela se produit dans le cadre d'une accélération des échanges politiques et culturels, ainsi que – nous le verrons avec le cas des « lumumbistes » – de déplacements de part et d'autre du « rideau de fer ». Les invitations pour connaître l'URSS se multiplient, permettant à d'importants dirigeants démocrates-chrétiens de visiter les pays de l'Est (le ministre du Travail William Thayer, Patricio Aylwin, futur président du Chili, Radomiro Tomić¹⁹, etc.). Les bonnes dispositions à l'endroit de La Moneda sont dévoilées par des commentaires, plus ou moins élogieux, visant à souligner les efforts entrepris par l'équipe de Frei : l'expert de l'Amérique latine Iossif Grigoulevitch – plus tard identifié comme l'un des plus remarquables espions de la guerre froide – constate avec conviction que l'élection de 1964 « a ouvert une nouvelle page de l'histoire », une phase marquée par la volonté du gouvernement de consolider sa « révolution pacifique »²⁰.

Avec l'accession au pouvoir de Salvador Allende, en novembre 1970, ce rapprochement se consolide sans déclencher toutefois une multiplication accélérée des rapports. En ce sens, la politique de Moscou envers le Chili, certes, se renforce mais elle ne fait que s'insérer dans la continuité des efforts préalables. La présence d'étudiants chiliens à Moscou, importante bien avant 1970, conforte cette idée. De là l'intérêt tout particulier que nous portons à l'expérience du gouvernement démocrate-chrétien. À bien des égards, et contrairement aux attentes, la victoire de l'Unité populaire, une coalition composée notamment du Parti socialiste et du Parti communiste, ne produit pas un tournant radical des relations soviéto-chiliennes²¹.

D'un autre côté, les années 60 voient se répandre au sein de la communauté chilienne une curiosité de plus en plus grande envers le monde socialiste, alimentée par la diffusion de la culture soviétique et, avant tout, par les exploits scientifiques que Moscou n'hésite pas à mettre en avant. Ce n'est donc pas tout à fait par hasard que l'une des premières délégations artistiques à franchir la frontière Est-Ouest, après l'arrivée au pouvoir de Frei, soit l'ensemble folklorique *Los Quincheros*,

¹⁸ Fermandois, J., *Chile y el mundo, 1970-1973: la política exterior del gobierno de la Unidad Popular y el sistema internacional*, Santiago, Ediciones Universidad Católica de Chile, 1985, p. 354.

¹⁹ Ce dernier, candidat à la présidentielle de 1970, visite Moscou peu avant les scrutins et est même qualifié dans un rapport signé par un spécialiste soviétique « d'ami sincère de l'URSS ». Archives d'État de la Fédération de Russie (par la suite, GARF), fonds 9576r, o.10, d.135, 24 août 1969. Je remercie infiniment M^{me} Olga Ulianova d'avoir gentiment accepté de partager avec moi les sources russes citées dans ce texte.

²⁰ Grigulevich, I. R., « The Significance of the Christian Democratic Electoral Victory in Chile », in Oswald, G. (dir.), *Soviet Image of Contemporary Latin America: A Documentary History, 1960-1968*, Austin, Texas Press, 1970, p. 129.

²¹ C'est l'hypothèse formulée dans : Pedemonte, R., *La guerre pour les idées en Amérique latine. Relations politiques et culturelles avec l'Union soviétique : une approche comparative (Cuba-Chili, 1959-1973)*, thèse de doctorat en histoire, Paris, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Pontificia Universidad Católica de Chile, 2016, 478 p.

dont les membres sont bien connus pour leur position politique de droite²². Ils entreprennent en 1966, malgré certaines appréhensions, une tournée les amenant à offrir 46 concerts dans 21 villes de l'URSS²³. Le militant socialiste Ricardo Núñez, pourtant très critique à l'égard de la politique extérieure soviétique²⁴, parle d'une période de « certain prestige du camp socialiste grâce à leur [...] contribution à la recherche scientifique et technologique » : il souligne les sorties orbitales des Spoutnik 1 et 2²⁵ et le « très amusant » cinéma de l'ère poststalinienne²⁶. Pour les sympathisants communistes, cette admiration peut atteindre des degrés insoupçonnés. María Teresa Erices, boursière à l'UPL entre 1964 et 1970, n'oublie pas l'engouement débordant qu'elle et sa famille ressentaient pour la « conquête de l'espace » des experts soviétiques. Son père, militant du PCCh, écoutait attentivement Radio Moscou pour connaître l'heure à laquelle le Spoutnik pourrait être aperçu dans le ciel. La jeune fille s'allongeait dans son jardin dans l'espoir de voir la navette spatiale. « C'était la plus grande des émotions, alors je me disais : mais si c'est ainsi, je ne vais pas rester ici, sur cette pelouse, non ! Moi aussi j'irai, moi aussi je veux y aller²⁷ ! »

Dans ce cadre stimulant, encouragé tant par les décideurs soviétiques que par la flexibilité diplomatique du gouvernement démocrate-chrétien, puis par le triomphe de l'Unité populaire en 1970, l'augmentation des candidats souhaitant se former à Moscou deviendra un symptôme supplémentaire de la présence croissante « du soviétique » en Amérique latine.

Étudier à l'Université Patrice Lumumba : des modalités d'admission et des motivations diverses

Tous les étudiants chiliens ne s'inscrivent pas à l'UPL. Inés Harding, par exemple, obtient une allocation de l'Unesco au début des années 60

²² Même Benjamín Mackenna, chanteur du groupe, ne comprend toujours pas pourquoi ce sont eux qui ont bénéficié de l'invitation de *Goskontsert*, un organisme appartenant au ministère de la Culture de l'URSS. « Nous n'étions pas marxistes, pas non plus des démocrates-chrétiens, comme le gouvernement que nous représentions ; nous avoir choisi était une attitude très ouverte d'un point de vue politique. » Entretien de l'auteur avec Benjamín Mackenna, Santiago, 11 janvier 2013.

²³ AHMAEC, Dossier *Países – Rusia 1967*, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 8 février 1967.

²⁴ Sur le rapport tendu entre le Parti socialiste du Chili et la politique soviétique, jugée trop modérée, voir Cancino Troncoso, H., « El Partido Socialista de Chile, 1945-1970 », in Bloch, A., Rodríguez, M. del R. (dir.), *La Guerra Fría y las Américas*, Morelia, Universidad Michoacana de San Nicolás de Hidalgo, 2013, p. 107-123.

²⁵ Sur l'impact local et international du développement accéléré de la science soviétique : Zubok, V., *Zhivago's Children: The Last Russian Intelligentsia*, Londres, Belknap Press of Harvard University Press, 2009, p. 122-131.

²⁶ Ricardo Núñez, *Trayectoria de un socialista de nuestros tiempos*, Santiago, Ediciones Universidad Finis Terrae, 2013, p. 33.

²⁷ Entretien de l'auteur avec María Teresa Erices, Santiago, 6 septembre 2016.

afin de continuer sa formation à l'Université Lomonossov, et cela même si « elle venait morte de peur », comme dit son ami Joaquín Gutiérrez²⁸. Ou encore le jeune prodige Roberto Bravo, aujourd'hui l'un des plus grands pianistes du pays, se voit attribuer une bourse généreuse de 150 roubles (« avec une somme pareille, on peut être Crésus à Moscou »²⁹, souligne-t-il) pour suivre un programme au Conservatoire Tchaïkovski à partir de 1966³⁰. Le cas de María Cristina Duarte, première femme latino-américaine à réussir un doctorat en URSS³¹, mérite d'être évoqué : elle soutient une thèse sur « l'histoire des relations littéraires chileno-soviétiques de 1850 à 1917 » obtenant l'unanimité du jury. L'ambassadeur Máximo Pacheco est fier d'annoncer à ses supérieurs cette bonne nouvelle et n'oublie pas de mentionner que M. C. Duarte a souvent été sollicitée pour prononcer des conférences et publier des articles en russe³².

Mais, malgré ces cas bien précis, c'est surtout l'Université Patrice Lumumba qui est en mesure d'accueillir la grande majorité de jeunes Chiliens. Pour aspirer à une bourse de cette institution, le chemin n'est pas toujours facile. En principe, deux instances interviennent dans la sélection. Dans un premier temps, les candidatures doivent être envoyées à l'Institut chileno-soviétique de culture (ICSC) de Santiago qui se livre à une première analyse des dossiers. Fondée sur des critères tels que l'excellence scolaire ainsi que les conditions socio-économiques, une liste provisoire de candidats est expédiée à Moscou, où la direction de l'UPL confirme les noms retenus. Les aspirants doivent donc faire face à une double sélection et à une rude concurrence. En effet, dans un pays comme le Chili, où entamer des études universitaires est loin d'être simple, ce genre de bourses suscite un intérêt dépassant la capacité d'accueil de l'établissement soviétique³³.

Quant au profil des candidats, il est certain que la plupart est bien disposée à l'égard de l'URSS sans que tous soient, pour autant, des

²⁸ Gutiérrez, Joaquín, *La URSS tal cual*, Santiago, Nascimento, 1967, p. 141.

²⁹ Mansilla, L. A., « Roberto Bravo, un pianista que maduró en la URSS », *Enfoque internacional*, n° 20, août 1968, p. 3.

³⁰ D'autres, comme les violonistes Álvaro Gómez et Pedro Ortiz de Zárate, bénéficient de la même opportunité. AHMAEC, Dossier *Países – Moscú 1969*, Télégramme de Jorge Vega Saravia au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 7 octobre 1969.

³¹ Mansilla, L. A., « Lengua rusa en el Pedagógico », *Enfoque Internacional*, n° 16, avril 1968, p. 7.

³² AHMAEC, Dossier *Países – Rusia 1967*, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 1^{er} février 1967.

³³ C'est le cas dans la plupart des pays visés par l'Université Lumumba. En Bolivie, par exemple, le président de la société d'amitié de Cochabamba sollicite en 1965 l'augmentation des allocations (trop peu de places sont à pourvoir à la faculté de médecine alors que les candidats sont au nombre de 390. Coumel, L., Dupouy, Cr., « L'Université Lumumba à Moscou dans les années 1960 : l'échec d'un pôle de contestation institutionnel », communication pour la journée d'étude *La contestation dans les mondes périphériques des années 1950 au milieu des années 1970*, Paris, 19 novembre 2004.

partisans convaincus du système communiste. L'ICSC de Santiago est dirigé par des hommes politiques de différentes tendances : le président de l'organisme entre 1960 et 1968, Alberto Baltra, et son successeur, Enrique Silva Cimma, sont tous deux membres du Parti radical, une formation centriste. E. Silva Cimma nous a confié qu'il s'occupait personnellement de la sélection en tenant compte du parcours scolaire de chaque postulant³⁴. Outre cela, dans le but de montrer au monde que l'intérêt pour l'enseignement soviétique dépasse les cercles de gauche, l'URSS est consciente de l'importance d'attirer des non communistes. Si l'on en croit Cristina Lártiga, étudiante de chimie à l'UPL jusqu'en 1970, parmi ses camarades, il y avait des démocrates-chrétiens et même des personnes de droite³⁵. Une logique similaire a été identifiée chez les boursiers brésiliens : sur une centaine, vers la fin des années 60, deux tiers sont apolitiques³⁶.

Ceci n'exclut cependant pas les préférences d'ordre idéologique dans le processus de sélection. Le poète communiste Pablo Neruda, visiteur assidu de l'URSS où il se rend tous les ans afin d'intégrer le jury du prix Lénine pour la paix, s'adresse en 1963 au directeur de la SSOD³⁷ afin de solliciter une bourse pour le fils de son secrétaire, Homero Arce. Plus tard, la fille de Luis Guastavino, un important dirigeant du PCCh, parvient à s'inscrire à l'Université des peuples peu après le coup d'État de 1973 qui force sa famille à s'exiler³⁸. Le président de l'ICSC de San Antonio, Enrique Lagos Pinto, fait parvenir une lettre en 1968 aux « amitiés » soviétiques pour tenter de convaincre son destinataire d'accepter deux « collaborateurs efficaces de l'institut » : « Les habitants de San Antonio seraient ravis si ces élèves obtenaient la sélection définitive ». Puis, il insiste, « cela constituerait un encouragement pour tous ces jeunes qui, en plus d'étudier, consacrent leurs heures libres au travail quotidien de l'institut »³⁹. L'argument est simple mais convaincant : ce n'est pas seulement le projet des jeunes candidats qui est en jeu mais l'intérêt même de la diplomatie de Moscou.

Mais le recrutement constitue un processus complexe dans lequel plusieurs acteurs interviennent, poussés par des motivations n'obéissant pas toujours à un engagement militant⁴⁰. Pour un grand nombre de

³⁴ Entretien de l'auteur et de Sofía Honeyman avec Enrique Silva Cimma, Santiago, 19 octobre 2007.

³⁵ Entretien de l'auteur avec Cristina Lártiga, Santiago, 1^{er} février 2013.

³⁶ Rupprecht, T., « Socialist high modernity and global stagnation: a shared history of Brazil and the Soviet Union during the Cold War », *Journal of Global History*, n° 6, 2011, p. 527.

³⁷ Union des Sociétés soviétiques d'amitié et d'échanges culturels avec les pays étrangers (SSOD).

³⁸ Entretien de l'auteur avec Luis Guastavino, Viña del Mar, 4 février 2013.

³⁹ GARF, fonds 9576-p, o.10, d.106, 8 juin 1968.

⁴⁰ De la même manière, tous les étudiants de gauche ne se transforment pas nécessairement en admirateurs convaincus du modèle soviétique. Chose étonnante,

Chiliens, qui n'auraient probablement pas eu les moyens d'étudier dans leur pays, les conditions offertes par Moscou se révèlent tout à fait séduisantes : les allocations comprennent l'octroi d'une subvention mensuelle (90 roubles)⁴¹, l'hébergement dans les résidences universitaires, la possibilité de séjourner gratuitement dans des sanatoriums, un subside pour acquérir des ouvrages scientifiques (80 roubles) ainsi qu'une somme importante pour l'achat de vêtements d'hiver (300 roubles)⁴². Cristina Lártiga souligne les avantages matériels de ce système éducatif et reconnaît qu'elle ne dépensait pas plus de la moitié de sa bourse. Avec le surplus, elle pouvait voyager. À la fin des années 60, quand l'activité touristique s'est considérablement élargie en URSS⁴³, elle obtient une autorisation pour entamer un périple en Europe occidentale en s'embarquant à Odessa pour ensuite atteindre Istanbul, l'Italie et la France⁴⁴.

Les régions éloignées de l'Union soviétique sont également accessibles pour les résidents étrangers. María Teresa Ericas, sans traverser le « rideau de fer » (« en Italie, je pourrais y aller un jour, mais là, c'est plus difficile ») voyage énormément. Au cours de ses six années d'étude, elle visite les républiques soviétiques suivantes : l'Ouzbékistan, le Turkménistan et le Kirghizistan, ainsi que des pays socialistes (la Tchécoslovaquie, la Roumanie, la Pologne). Luis Soto, inscrit à la faculté d'ingénierie, se remémore ses jours de travail volontaire en Sibérie, où il s'est engagé en 1967 pour construire, pas loin d'Irkoutsk, les premiers tronçons d'une ligne ferroviaire. C'est notamment l'occasion de connaître le lac Baïkal, « immense en extension et en beauté », et d'en explorer les rives en bateau⁴⁵. Nadia Pérez, étudiante en agronomie, connaît aussi les territoires sibériens : elle ne cache pas son impression

certaines Chiliens s'inscrivent dans le Parti socialiste de leur pays (PSCh) – une organisation pourtant hostile à la politique internationale du Kremlin – pendant leur expérience moscovite. C'est le cas de Patricio Ayala qui devient, avec une dizaine de camarades, militant socialiste suite à la visite à Moscou d'une délégation des Jeunesses du PSCh. Entretien de l'auteur avec Patricio Ayala, Viña del Mar, 21 octobre 2016. Le groupe de boursiers « dissidents » s'avère particulièrement important parmi les étudiants nicaraguayens dans les années 60-70, avant le triomphe de la Révolution sandiniste (1979). Voir : Zimmermann, M., *Sandinista: Carlos Fonseca and the Nicaraguan Revolution*, Durham, Duke University Press, 2000, p. 107.

⁴¹ Somme qui contraste violemment avec les 30 roubles accordés aux étudiants soviétiques, une disparité qui engendre parfois la jalousie des étudiants locaux. C'est du moins ce que Xiomara García – une Cubaine de 13 ans enrôlée à une école préparatoire de langue russe de l'Université Lomonossov – nous a confié lors d'une interview. Entretien de l'auteur avec Xiomara García, La Havane, 9 juillet 2015. Voir aussi : Rupprecht, T., *Soviet internationalism after Stalin*, *op. cit.*, p. 200.

⁴² GARF, Fonds 9576r, o.10, d.14, 17 septembre 1962.

⁴³ Sur ce sujet, voir Gorsuch, A., *All This is Your World: Soviet Tourism at Home and Abroad after Stalin*, Oxford, Oxford University Press, 2011.

⁴⁴ Entretien de l'auteur avec Cristina Lártiga, Santiago, 1^{er} février 2013.

⁴⁵ Soto, L., *Un verano en Siberia*, Druzhba Ediciones, 2008, p. 202-204

[<http://druzhba.se/druzhba/vivencias/unveranoensiberia.pdf> (consulté le 16/09/2016)].

quand, à Novossibirsk, elle découvre la cité scientifique d'Akademgorodok. Avec un groupe de camarades, elle assiste à des concerts de musique traditionnelle et fait du ski (au Chili, une activité réservée à un groupe très restreint). Après les examens, nous dit N. Pérez, « la plupart des étudiants sont allés se reposer dans des différents endroits du pays soviétique. Quelques-uns sont allés en excursion à Riga, Tallin et d'autres villes de la Baltique⁴⁶. » Très souvent, de courts séjours à Leningrad (Saint-Pétersbourg) sont organisés par la communauté latino-américaine. Les plus nostalgiques préfèrent épargner pour rentrer au Chili et visiter leur famille⁴⁷. Beaucoup partent aussi en Suède pendant les vacances, où ils trouvent facilement des emplois saisonniers : Patricio Ayala, étudiant en économie originaire de la ville provinciale de Quillota, est l'un d'entre eux. Au cours de sa période de formation en URSS, il débarque à trois reprises à Stockholm pour faire des « petits boulots » (dans un restaurant, dans un hôpital, etc.) et obtenir ainsi de l'argent convertible lui permettant de parcourir l'Europe occidentale⁴⁸.

Dans des conditions qui incluent l'hébergement dans des foyers universitaires et l'accès aux *stolovaia* (des cantines peu onéreuses), la possibilité d'épargner permet aussi aux « lumumbistes » de parcourir les grands magasins de Moscou. Beaucoup ont coutume d'acheter des livres, des albums de musique ou des appareils photographiques, un objet particulièrement convoité. Si l'on en croit l'étudiant Óscar Pinto, dès qu'il reçoit la bourse, il rassemble un groupe de compatriotes pour explorer les commerces : « nous ravageons les librairies des rues Gorki et Kuznietski Most »⁴⁹. Au-delà du confort matériel, la vie à Moscou devient également une opportunité pour entamer des formations perçues comme supérieures à celles de la nation d'origine. Dans un rapport de 1966, l'ambassadeur Pacheco reconnaît que « l'un des aspects dramatiques du système éducatif chilien réside dans l'impossibilité [...] de recevoir tous les étudiants ». Face à ces difficultés insurmontables, « les perspectives offertes par l'Université Lumumba [...] sont très séductrices », constate-t-il⁵⁰.

La vie en communauté enrichit davantage la formation. Une association d'étudiants chiliens (AECh) est créée dans le but de diffuser la culture du pays. Pour ce faire, ils organisent des conférences dans des usines ou des centres d'enseignement, parfois même des expositions sur

⁴⁶ Kretov, L., « Nadia Pérez: "Nuestra tarea, estudiar bien..." », *Enfoque Internacional*, n° 52, mai 1971, p. 34-35.

⁴⁷ Entretien de l'auteur avec María Teresa Erices, Santiago, 6 septembre 2016.

⁴⁸ Entretien de l'auteur avec Patricio Ayala, Viña del Mar, 21 octobre 2016.

⁴⁹ Pinto, Ó., « ¿Es difícil el idioma ruso? », *Enfoque Internacional*, n° 24, décembre 1968, p. 43.

⁵⁰ AHMAEC, Dossier *Países – Rusia 1966*, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 9 juillet 1966.

le Chili. Parmi ces initiatives, une trentaine d'étudiants à la sensibilité musicale s'engagent dans un ensemble folklorique qui part en tournée dans différentes contrées de l'URSS. Ils ont même la possibilité de se présenter à plusieurs reprises au palais des Congrès du Kremlin⁵¹. Jeune guitariste à l'époque, C. Lártiga nous a transmis son enthousiasme en évoquant ses concerts à Tbilissi et dans une ville pas loin de la Finlande⁵².

De surcroît, l'ambassade du Chili interagit régulièrement avec les « lumumbistes ». Ces derniers sont invités à prendre part aux activités culturelles officielles et rencontrent d'éminentes personnalités. Certains d'entre eux dansent pour Valentina Terechkova lors d'une réception qui lui est offerte par l'ambassadeur Óscar Pinochet de la Barra en février 1969. Quand Pablo Neruda se rend à Moscou en 1967, il ne manque pas d'aller saluer ses jeunes compatriotes⁵³. Outre ces événements exceptionnels, la mission diplomatique finance également les fêtes commémoratives de la journée nationale, le 18 septembre : en 1968, la colonie universitaire est reçue à l'ambassade dans une ambiance festive animée par la musique traditionnelle, l'odeur des *empanadas*, plat typique du pays, et les bouteilles de vin rouge chilien spécialement commandées pour l'occasion⁵⁴. Nous constatons que si la vie en URSS, un pays lointain et énigmatique, est en soi une découverte très intense, le séjour peut déboucher sur d'autres expériences qui ne le rendent que plus enrichissant.

Les craintes des autorités : l'Université Patrice Lumumba, un vecteur de propagande ?

Malgré les avantages offerts par le système éducatif soviétique, l'administration Frei s'inquiète du sort des allocataires chiliens ainsi que de la qualité de la formation dispensée. Ils ne sont pas les seuls. Pour maints observateurs occidentaux, l'UPL constitue un outil de propagande. Perçue par l'Alliance atlantique comme l'instrument d'une nouvelle stratégie pour « influencer les pays en développement », l'institution était censée – selon les conclusions du Comité de l'information et des relations culturelles de l'OTAN – permettre la formation d'étudiants qui devraient, pour le moins, adopter une orientation idéologique « anti-impérialiste ». Les leaders du Kremlin

⁵¹ Caro, Ó., « La colonia estudiantil chilena en la URSS », *Enfoque Internacional*, n° 79, août 1973, p. 26.

⁵² Entretien de l'auteur avec Cristina Lártiga, Santiago, 1^{er} février 2013.

⁵³ Gavrikov, Y., « Tereshkova en la Embajada de Chile », *Enfoque Internacional*, n° 28, abril 1969, p. 38-39.

⁵⁴ AHMAEC, Dossier *Paises – Rusia 1968*, Óscar Pinochet de la Barra au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 24 septembre 1968.

espéraient voir se propager les principes marxistes au sein d'une communauté appelée à devenir influente dans leur pays⁵⁵.

Le ministre des Affaires étrangères du Chili, Gabriel Valdés, est constamment averti par les responsables diplomatiques à Moscou. Pour l'ambassadeur Pacheco, la limite qui sépare la volonté d'endoctrinement d'une « rigoureuse formation professionnelle est, dans le cas de l'université, vague et imprécise ». La politisation de la vie étudiante, poursuit-il, est perceptible dans le campus et peut être confirmée par le recrutement de plusieurs membres des jeunesses communistes⁵⁶. Les « lumumbistes » (pas loin de 200 à la mi-1967) constituent la plus grande collectivité d'universitaires chiliens dans une institution étrangère. De là l'intérêt tout particulier que Pacheco porte à la situation des étudiants, ce qui le pousse à solliciter une audience avec Sergueï Rummyantsev, recteur de l'UPL, pour lui faire connaître son avis concernant la sélection des boursiers : les critères établis, croit-il, ne garantissent pas le choix des meilleurs candidats⁵⁷.

Deux éléments alarment les autorités. Premièrement, elles se méfient des objectifs réels de l'université. Pacheco pointe du doigt les finalités des programmes et transmet un rapport inquiet à ses supérieurs. L'intervention des instituts Chili-URSS dans le processus de sélection, qui « ne prend guère en compte les nécessités du pays ni les possibilités professionnelles des étudiants »⁵⁸, dévoile l'importance des considérations idéologiques. Il évoque ensuite une réunion avec le président de l'Académie des sciences, Mstislav Keldych, au cours de laquelle ce dernier lui signale que l'UPL se voue à préparer « de bons sous-ingénieurs ». Cette observation jugée « péjorative » est, selon Pacheco, une manière subtile d'admettre la médiocrité de l'institution⁵⁹. Le deuxième problème suscitant la méfiance du diplomate est celui de la reconnaissance internationale des diplômes. Sans un accord validant les études en URSS, les étudiants pourraient se retrouver à leur retour face à une situation d'extrême précarité. Tout ceci est d'autant plus grave que l'enseignement revêt un caractère « exotique », difficile à transposer à la réalité du Chili⁶⁰. Cet obstacle entraînerait de funestes conséquences politiques car, face à l'impossibilité de trouver du travail, les jeunes

⁵⁵ Archives OTAN, *AC/52-WP (60) 37/2*, « Committee on Information and Cultural Relations: Soviet Cultural Penetration of Developing Countries », Bruxelles, 31 août 1960, p. 3-5.

⁵⁶ AHMAEC, Dossier *Países – Rusia* 1966, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 9 juillet 1966.

⁵⁷ AHMAEC, Dossier *Países – Rusia* 1967, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 1^{er} juin 1967.

⁵⁸ AHMAEC, Dossier *Países – Rusia* 1966, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 9 juillet 1966.

⁵⁹ AHMAEC, Dossier *Países – Rusia* 1966, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 9 juillet 1966.

⁶⁰ *Ibid.*

diplômés ne tarderaient pas à réagir contre le gouvernement de Frei. En juin 1967, Pacheco prévient S. Rummyantsev que cette hostilité s'orienterait aussi vers l'URSS : en s'apercevant que leurs études ne sont pas valables, « ils considéreront qu'ils ont été trompés » par l'université⁶¹.

Pour résoudre ce double problème, la solution passe par une meilleure sélection des boursiers et des disciplines étudiées. Si l'on privilégie des programmes « utiles » pour le pays (chimie, physique, ingénierie), l'insertion professionnelle serait également plus aisée. Ainsi, afin de contrôler plus efficacement les futurs étudiants à Moscou, le ministère de l'Enseignement et le Conseil des recteurs du Chili doivent prendre part au comité de recrutement⁶². La question du choix des boursiers se transforme d'ailleurs en l'une des entraves majeures à l'établissement d'une convention culturelle que les représentants diplomatiques étaient en train de négocier depuis 1965, quand l'ambassadeur soviétique à Santiago, Alexander Anikine, fait parvenir un premier projet d'accord. Cette ébauche comprend la constitution d'une commission mixte – une instance officielle et donc plus facile à contrôler par le gouvernement que les ICSC –, censée s'occuper de définir un programme précis pour les initiatives culturelles, y compris l'échange d'étudiants.

À la fin 1966, Pacheco reçoit des instructions précises quant aux aspects polémiques de la négociation. Dans ses discussions avec les représentants moscovites, il devra faire de son mieux pour affaiblir le potentiel propagandiste de la « diplomatie culturelle » en limitant la contribution d'organisations prosoviétiques. La sélection des boursiers se fait, on l'a vu, grâce au concours de l'ICSC qui propose une liste à l'Université Patrice Lumumba. La mission de l'ambassadeur consiste à convaincre ses interlocuteurs que l'octroi d'allocations doit devenir une « activité privative de la commission mixte » pour éviter « des problèmes de caractère politique »⁶³. Nonobstant, les démarches s'avèrent infructueuses. Lors d'une réunion rassemblant M. Pacheco et le vice-président du comité d'État pour les relations culturelles de l'URSS, M. Peslyak, ce dernier assure que les membres du comité mixte ne seraient pas en condition de « sélectionner scientifiquement les étudiants » car ils n'auraient guère suffisamment d'antécédents académiques pour prendre une bonne décision. La procédure envisagée par le Chili, poursuit-il, n'a jamais été employée par Moscou avec d'autres partenaires. Afin de trouver un moyen terme entre les deux postures, Pacheco propose une nouvelle formule : la sélection des

⁶¹ AHMAEC, Dossier *Países – Rusia 1967*, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 1^{er} juin 1967.

⁶² AHMAEC, Dossier *Países – Rusia 1966*, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 9 juillet 1966.

⁶³ AHMAEC, Dossier *Países – Rusia 1966*, Direction de la politique étrangère à Máximo Pacheco, n° 41 Confidentiel, Santiago, 19 novembre 1966.

boursiers pourra se faire par le ministère des Affaires étrangères en collaboration avec le Conseil des recteurs du Chili après un appel public à candidature⁶⁴. Une semaine plus tard, l'ambassadeur obtient une réponse décevante : il est impossible de centraliser le recrutement des étudiants de l'UPL car ces jeunes prennent la décision à titre privé. Face à l'insistance de Pacheco, Peslyak avance une explication déconcertante : « il ne s'agit pas d'une université d'État mais d'une université privée⁶⁵! »

Les désaccords persistent tout au long de l'année 1967. M. Pacheco insiste sur la nécessité de confier le monopole des échanges à la commission mixte qui doit contrôler « l'échange culturel ou scientifique entre les deux pays »⁶⁶. Pour le Kremlin, cette proposition est absolument inacceptable. Les organismes « d'amitié » soviétiques envoient des matériels aux ICSC et comptent sur eux pour diffuser une image séduisante du pays. L'action indépendante des instituts fait partie de la stratégie globale de la diplomatie de l'URSS⁶⁷. Dans ce contexte de désaccords, qui révèle, d'une part, le désir de Moscou d'exploiter les échanges et, d'autre part, les craintes de « pénétration idéologique » des Chiliens, les pourparlers cessent en décembre 1967.

Par ailleurs, M. Pacheco est appelé par le président Frei au début de l'année 1968 pour occuper le poste de ministre de l'Enseignement. Mais le nouveau représentant diplomatique, Óscar Pinochet de la Barra, ne veut pas voir échouer un projet de si longue haleine. Il croit nécessaire de changer d'interlocuteurs. Si, auparavant, les discussions concernaient, côté soviétique, des représentants du ministère des Affaires étrangères, désormais Pinochet de la Barra est décidé à faire intervenir le Comité central du PCUS. Il s'attaque à ce problème et parvient à inclure parmi les responsabilités de la commission mixte « la forme de l'octroi des bourses ». Il ne s'agit pas là d'un changement décisif de méthode mais cette nouvelle incise permet d'envisager, à l'avenir, la réévaluation de l'actuelle procédure de sélection.

Dans ces nouvelles conditions plus rassurantes, l'attitude du Chili s'assouplit. La proposition de Pinochet de la Barra, permettant de discuter au sein de la commission la concession des bourses pour, éventuellement, imposer une orientation sur le type d'études effectuées (l'ambassadeur souhaiterait limiter les bourses en histoire ou en

⁶⁴ AHMAEC, Dossier *Países – Rusia 1966*, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 2 décembre 1966.

⁶⁵ AHMAEC, Dossier *Países – Rusia 1966*, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 9 décembre 1966.

⁶⁶ AHMAEC, Dossier *Países – Rusia 1967*, Máximo Pacheco au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 21 décembre 1967.

⁶⁷ Pedemonte, R., « La guerre froide culturelle en Amérique latine : les espaces d'amitié et d'échange avec l'Union soviétique », Jarak, Diego (dir.), *Cahiers des Amériques*, vol. 2, Dialogues, 2012, p. 137-152.

philologie⁶⁸, des cursus qui attirent souvent davantage les personnes orientées à gauche), est bien accueillie par La Moneda qui autorise finalement la signature de l'accord. En février 1970, le texte est finalement approuvé. Dans un geste significatif, c'est l'ancien ambassadeur M. Pacheco, lors d'une visite à Moscou en tant que ministre, qui est chargé de signer la convention⁶⁹. Néanmoins, un point reste encore à résoudre : celui de la reconnaissance des diplômes. Bien que les Soviétiques amorcent des efforts pour normaliser ce problème⁷⁰, les parties contractantes ne parviendront jamais à conclure un accord sur cette question. Faut-il croire pour autant, à l'instar des diplomates chiliens, que sans ce protocole l'avenir professionnel des boursiers sera réellement compromis à leur retour au pays ?

Une insertion tronquée : le retour prometteur et la « fin du rêve »

Il est bien difficile de savoir si tous les nouveaux diplômés auraient pu s'insérer facilement dans les milieux professionnels du Chili car le coup d'État de septembre 1973 entraîne une condamnation sans appel des influences soviétiques. Toutefois, nous croyons pouvoir dire que les préoccupations des autorités démocrates-chrétiennes sont quelque peu exagérées. Dans le Chili d'avant 1973 – surtout à l'ère de l'Unité populaire quand les affinités idéologiques avec Moscou se renforcent –, détenir un titre émanant d'une puissance perçue comme hautement avancée est vu d'un bon œil.

Cristina Lártiga signale qu'à son retour en 1970, elle n'a eu aucune difficulté à être embauchée. Avec l'une de ses camarades, elle est engagée par l'Université technique d'État avant de partir en mission au sud du pays (Punta Arenas) pour développer des projets pétrochimiques. Ses compatriotes connaissent, d'après elle, un sort similaire : « tout le monde a trouvé du travail dans sa spécialité »⁷¹. Même si une partie importante de la population pouvait condamner le système politique de l'URSS, les avancées de la superpuissance alimentent l'image d'une « modernité socialiste »⁷². Cette vision prédominante, dépassant largement les cercles de militants communistes, explique le statut favorable des anciens étudiants à Moscou. María Teresa Ericas, de retour peu avant le triomphe d'Allende, a trouvé du travail « en un éclair ». Elle se fait attribuer une tâche de responsabilité à l'PECA (Entreprise de commerce

⁶⁸ AHMAEC, Dossier *Países – Rusia 1969*, Óscar Pinochet de la Barra au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 24 avril 1969.

⁶⁹ « Máximo Pacheco: “Me he sentido muy feliz...” », *Enfoque Internacional*, n° 40, avril 1970, p. 28-29.

⁷⁰ AHMAEC, Dossier *Países – Rusia 1971*, Óscar Pinochet de la Barra au ministre des Affaires étrangères du Chili, Moscou, 15 janvier 1971.

⁷¹ Entretien de l'auteur avec Cristina Lártiga, Santiago, 1^{er} février 2013.

⁷² Rupprecht, T., « Socialist high modernity », *op. cit.*, p. 522.

agricole) où, grâce à ses connaissances linguistiques (outre le russe, elle a appris le portugais avec son fiancé brésilien rencontré à Moscou), elle doit participer à des négociations concernant les importations.

Si le parcours entamé par les boursiers présente maints aspects avantageux, le retour aussi représente une opportunité prometteuse. Cependant, le renversement militaire du gouvernement Allende, le 11 septembre 1973, ébranlera ces perspectives. Après la décision du PCUS de rompre les liens diplomatiques avec Santiago, quelques jours après le *putsch*, tout ce qui est lié au monde soviétique commence à être attaqué et, naturellement, les anciens « lumumbistes » sont écartés de leur fonction. Cet acharnement prend aussi des formes plus dramatiques : certains individus proches de l'URSS subissent la répression du régime anticommuniste de Pinochet. C'est par exemple le cas de Gilberto Zamorano, un médecin âgé de 71 ans et membre du PCCh. Cet ancien Secrétaire général de l'ICSC de Valparaíso est subitement arrêté par les militaires et amené au voilier-école *Esmeralda*, utilisé comme centre de détention pendant les premiers mois de la dictature⁷³. Quant aux « lumumbistes », pratiquement tous sont forcés d'abandonner leur travail, souvent de fuir leur pays. Certains ont dû faire face aux pires horreurs : Marcelo Concha et Mariano Turiel, tous deux ex-boursiers de l'UPL enlevés en 1976, comptent encore parmi les *desaparecidos*. Le cas de Lenin Díaz est révélateur. Ce jeune communiste, dont l'obédience politique peut être discernable par son prénom, était en 1965 vice-président de l'Association des étudiants chiliens à Moscou (AECh). Arrêté et torturé en 1976, sa trace n'a pas encore été retrouvée à ce jour⁷⁴.

Pour bien prendre la mesure du statut des étudiants chiliens aux yeux des Soviétiques, il convient d'envisager une analyse comparative. L'exemple de Cuba, un État latino-américain qui suit dès 1961 une voie inspirée du modèle socialiste, peut nous venir en aide. Bien que les étudiants chiliens à Moscou semblent bénéficier d'une situation particulièrement encourageante avant 1973, ces derniers ne sont pas inscrits dans les meilleurs centres d'enseignement. Alors que les Cubains fréquentent massivement les établissements les plus prestigieux de l'URSS (comme l'Université Lomonossov), les Chiliens sont envoyés en priorité à l'UPL. Cette disparité ne doit pas nous étonner. Dans la mesure où les relations entre Moscou et La Havane s'affermissent, l'île entre de plain-pied dans la catégorie de « pays allié ». L'enjeu des échanges universitaires est donc tout autre qu'à Santiago : il s'agit de contribuer au renforcement d'un « État ami » faisant partie du même camp idéologique, c'est-à-dire d'offrir une assistance en vue de consolider la sphère socialiste toute entière.

⁷³ Entretien de l'auteur avec Jaime Zamorano, Santiago, 24 août 2016.

⁷⁴ Entretien de l'auteur avec María Teresa Erices, Santiago, 6 septembre 2016.

Certes, à partir de 1964, quand le président démocrate-chrétien noue des relations diplomatiques avec Moscou, le Chili commence à susciter un intérêt grandissant, s'exprimant notamment par l'essor des subventions destinées aux jeunes sud-américains. Nul ne doute que le gouvernement « réformiste » de Frei et, plus tard, le projet de l'Unité populaire dirigé par Allende, suscitent l'enthousiasme du Kremlin. Mais il ne sera jamais question d'ériger un plan d'échange de la même envergure que la collaboration éducative mise en place avec Cuba, d'où sortent plus de 20 000 étudiants en direction de l'URSS pendant la guerre froide⁷⁵. Malgré la proximité croissante qui s'opère entre le Chili et l'URSS avant 1973, il faut distinguer la politique à l'égard d'un « confrère idéologique » de celle qui est menée avec un « État progressiste ». Dans le cas de Cuba, il s'agit de protéger le communisme international et donc de se renforcer de l'intérieur ; dans celui du Chili, de diffuser une meilleure image de l'URSS pour affaiblir la position états-unienne dans sa zone d'influence.

L'analyse de la situation des étudiants chiliens en URSS permet, nous semble-t-il, d'avancer un certain nombre d'hypothèses concernant les priorités de la politique extérieure soviétique en Amérique latine. Nous avons pu observer, dans un premier temps, que dans le cadre de « l'internationalisme poststalinien » et de la « coexistence pacifique », l'expérience démocrate-chrétienne chilienne attire le regard intéressé de Moscou, dans un territoire où une audacieuse « diplomatie culturelle » semble constituer une stratégie préférable à une intervention plus militante. Ensuite, les éléments de continuité que nous avons pu identifier dans les rapports chileno-soviétiques avant et après la victoire de l'Unité populaire montrent aussi les limites de l'engagement de l'URSS, une puissance qui ne souhaite guère mettre en péril la détente internationale au prix d'un investissement trop risqué en faveur du projet d'Allende. La mise en parallèle des relations du Kremlin avec Cuba et le Chili – dont la dimension, on l'a vu, s'exprime sans ambiguïté dans le domaine de l'enseignement – dévoile une certaine prudence de la part de l'administration de Léonid Brejnev (1964-1982). Ce qui prouve qu'en Amérique latine, seule l'île des Caraïbes mérite, aux yeux des Soviétiques, le statut exceptionnel de « pays frère ».

⁷⁵ Un ancien diplomate soviétique à La Havane parle de 15 000 Cubains ayant fréquenté des centres d'enseignement de l'URSS. Mais cet ensemble n'inclut pas les formations proposées pour des techniciens, des militaires ou des ouvriers spécialisés. Par contre, nous estimons que près de 500 Chiliens se sont formés à l'Université Patrice Lumumba. Moisév, A., Egorova, O., *Los rusos en Cuba. Crónicas históricas: juicios y testimonios*, La Habana, Editora Abril, 2010, p. 119.



Les étudiants de l'Université Patrice Lumumba bénéficiaient souvent de la possibilité de découvrir différentes républiques de l'URSS

Dans cette photo, des jeunes chiliens sourient devant la caméra lors d'une visite à Samarkand (Ouzbékistan) en 1967.

Collection de María Teresa Ericas



Déjeuner à l'Université Patrice Lumumba à l'occasion de la visite d'une délégation de parlementaires chiliens (1965)

On y voit de nombreux étudiants ainsi que, parmi les invités, le romancier et sénateur communiste Volodia Teitelboim.



Ensemble folklorique des étudiants chiliens lors d'une prestation en URSS

Parmi les membres, Marcelo Concha (deuxième de gauche à droite), ex « lumumbiste » arrêté en 1976 qui fait toujours partie des « détenus disparus » de la dictature de Pinochet.

RÉSUMÉ / MOTS-CLÉS

Signe des bonnes relations Chili-URSS à l'ère du président Frei, après 1964 les étudiants de l'Université Patrice Lumumba deviennent la plus grande collectivité de Chiliens inscrits dans une même institution étrangère. Mais ce phénomène ne satisfait guère les autorités qui se méfient des visées du système de bourses de Moscou. La vie en URSS constitue cependant une expérience enrichissante pour ces étudiants qui parviennent facilement, à leur retour au pays, à s'insérer dans le milieu professionnel du Chili, du moins jusqu'au coup d'État de septembre 1973.

Université Patrice Lumumba, Chili, Boursiers, Eduardo Frei, Cuba

RESUMEN / PALABRAS CLAVES

Síntoma de las buenas relaciones Chile-URSS en tiempos de Frei, después de 1964 los estudiantes de la Universidad Patricio Lumumba se transforman en la comunidad más numerosa de chilenos inscritos en una misma institución extranjera. Esta situación sin embargo inquieta a las

autoridades, quienes tienen aprehensiones sobre los reales objetivos de las becas ofrecidas por Moscú. Pero la vida en la URSS constituye una experiencia enriquecedora para aquellos estudiantes quienes, por lo demás, logran insertarse profesionalmente de regreso a Chile, al menos hasta el golpe de 1973.

Universidad Patricio Lumumba, Chile, Becados, Eduardo Frei, Cuba

ABSTRACT / KEYWORDS

Chilean students at the Patrice Lumumba University were the most important Chilean community in a foreign institution, thus becoming a symbol of the good relations with Moscow during Frei's administration after 1964. Nevertheless, worried about the real intentions behind the granting of the scholarships delivered by the Soviets, the authorities got suspicious. However, living in the USSR provided a rich experience for these students who, back in their country, finally succeed in integrating into Chilean professional circles, at least until Pinochet's *coup d'état* in 1973.

Patrice Lumumba University, Chile, Fellows, Eduardo Frei, Cuba

CARAVELLE

JUIN 2017

Resumen

En América Latina, a diferencia de lo que sucede en Europa, las creencias, prácticas y organizaciones religiosas siguen muy vivas. Pero el mapa religioso de la región se ha transformado profundamente. La hegemonía católica se ha resquebrajado, el pentecostalismo ha tenido un crecimiento fulgurante, y el florecer de expresiones religiosas amerindias y afroamericanas contribuye también a una dinámica de pluralización religiosa. Crece igualmente la franja de los « sin religión » que señala procesos de secularización social en curso. De esta situación compleja y diversa pretende ser reflejo el presente número de *Caravelle*.

Résumé

En Amérique latine, à la différence de ce qui se passe en Europe, les croyances, les pratiques et les organisations religieuses sont restées très vivantes. Mais la carte religieuse de la région s'est profondément transformée. L'hégémonie catholique s'est érodée, il y a une fulgurante éclosion des Églises évangéliques pentecôtistes et la floraison d'expressions religieuses amérindiennes et afro-américaines contribue aussi à une dynamique de pluralisation religieuse. La frange des « sans religion » croît également, ce qui signale que le processus de sécularisation des sociétés est bien en cours. C'est précisément de cette situation complexe et diverse que le présent numéro de *Caravelle* entend être le reflet.

